

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Pinochet-voulait-faire-un-retrait-de-240-000-dollars>

Pinochet voulait faire un retrait de 240.000 dollars

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : mercredi 12 janvier 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par l'Agence France-Presse

Santiago, lundi 10 janvier 2005

L'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet a été empêché à la fin de novembre de retirer plus de 240 000 dollars en liquide par le juge Sergio Munoz qui enquête sur la possibilité d'un enrichissement illicite de Pinochet pendant ses années au pouvoir, a indiqué lundi le journal El Mercurio.

Pinochet, qui est depuis mercredi dernier en état d'arrestation et assigné à résidence pour les violations des droits de l'homme du plan Condor, s'était présenté personnellement à une agence de BankBoston à Santiago le 24 novembre pour prélever 242 105 dollars sur son compte.

Mais selon El Mercurio, la banque ne l'avait pas autorisé à effectuer ce retrait en raison de la mise sous séquestre de ses biens décrétée ce jour-là par le juge Munoz, qui mène des investigations contre Pinochet pour « évasion fiscale, fraude et détournement de fonds publics ».

Le juge a ouvert une enquête il y a six mois à l'encontre de Pinochet après la révélation le 15 juillet par une commission sénatoriale américaine de l'existence aux États-Unis de comptes bancaires au nom de Pinochet et son épouse Lucia Hiriart. Selon la commission, entre 4 et 8 millions de dollars ont transité sur ces comptes entre 1994 et 2002.

L'enquête du juge Munoz ouverte à la suite d'une plainte de l'État et une autre de parties civiles, porte non seulement sur l'origine de ces comptes secrets mais concerne aussi celle des fonds et propriétés détenus par Pinochet au Chili.

Selon la presse locale, le juge Munoz aurait désormais en main les éléments suffisants pour demander la levée de l'immunité dont dispose Pinochet en tant qu'ancien président (1973-1990). Même si celle-ci lui a déjà été retirée dans le dossier Condor, qui lui a valu son assignation à résidence actuelle, la législation chilienne prévoit qu'il faut présenter une demande pour chaque dossier.

Dans l'enquête Condor, menée par le juge Juan Guzman Tapia, Pinochet a été inculpé d'un homicide et neuf enlèvements d'opposants politiques. Condor était un plan concerté entre les services secrets des dictatures sud-américaines pour pourchasser dans toute la région et éliminer leurs opposants de gauche et extrême-gauche.